

RWANDA



Qatar Airways s'apprête à acquérir une participation de 60% dans l'aéroport du Rwanda

Le Rwanda et Qatar Airways ont signé un accord d'aéroport qui verra les deux parties créer une joint-venture pour construire, posséder et exploiter le nouvel aéroport dans le district de Bugesera. Qatar Airways a accepté de prendre une participation de 60% dans l'aéroport dont la construction devrait coûter près d'1,3 milliard de dollars US, tandis que le gouvernement du Rwanda en conservera 40%.

Avec les investisseurs qataris, la date limite pour la première phase de construction a été repoussée de 2020 à 2025, en raison de la refonte obligatoire de l'aéroport pour accueillir plus de passagers alors que l'achèvement complet est prévu pour 2032. Le Qatar a renoncé à l'obligation de visa pour les voyageurs rwandais en novembre 2019, tandis que le Rwanda a approuvé un traité d'investissement bilatéral que les deux pays avaient signé en 2018.

A RETENIR

Avec cet accord cadre entre le Rwanda et Qatar Airways, l'aéroport permettra non seulement de mieux desservir le Rwanda, mais aussi la région toute entière en faisant de Kigali une autre plateforme aéroportuaire pour l'Afrique de l'Est. Selon le Rwanda Development Board, une première phase de construction fournira des installations à sept millions de passagers par an dans le district de Bugesera, à environ 25 km au sud-est de la capitale Kigali. Une deuxième phase, qui devrait être achevée d'ici 2032, doublerait la capacité à 14 millions de passagers par an. Selon des responsables du ministère rwandais des Infrastructures, le transporteur national du pays, RwandAir, a passé des commandes pour l'achat de nouveaux avions à forte capacité en prévision d'un aéroport plus grand.

TABLE OF CONTENTS

| | | | |
|--|----------|---|----------|
| AFRIQUE DU SUD | 3 | KENYA | 6 |
| Plan de sauvetage pour la compagnie aérienne South African Airways | | Une vague de fusion frappe le secteur bancaire | |
| ALGÉRIE | 3 | MADAGASCAR | 6 |
| Apicorp finance la première acquisition à l'étranger de Sonatrach | | Un projet solaire de 50MW pour illuminer le pays | |
| CAMEROUN | 4 | MAROC | 7 |
| L'oléoduc Tchad-Cameroun, un projet rentable pour le pays | | Le « crowdfunding » bientôt autorisé et encadré | |
| CÔTE D'IVOIRE | 4 | NIGERIA | 7 |
| L'offre du consortium français Star, pour le métro d'Abidjan, a été approuvée | | Le Pays prend des mesures pour augmenter la production de GNL de plus de 30% | |
| EGYPTE | 5 | SÉNÉGAL | 8 |
| Le gardien de la concurrence égyptienne approuve l'acquisition de Careem par Uber | | Barrick va céder une partie de ses activités sénégalaises pour 430 millions de dollars US | |
| GUINÉE | 5 | | |
| Le pays lance un site internet pour améliorer la transparence du partage des données | | | |

DECEMBRE 2019

AFRICA BULLETIN



AFRIQUE DU SUD

Plan de sauvetage pour la compagnie aérienne South African Airways

Le gouvernement sud-africain a annoncé qu'il placerait la compagnie aérienne nationale, South African Airways (SAA), sous une forme locale de protection contre la faillite comme dernière mesure pour tenter d'empêcher son effondrement total. Selon une déclaration du ministre des entreprises publiques, Pravin Gordhan, la société d'État South African Airways entame un processus de sauvetage pour permettre une "restructuration radicale" dans le cadre de laquelle le transporteur recevra 2 milliards de rands sud-africains, soit environ 140 millions de dollars US des prêteurs existants, et un autre 2 milliards de rands sud-africains à une date ultérieure par le biais du Trésor national du pays.

SAA, qui a réalisé un bénéfice pour la dernière fois en 2011, et a reçu 57 milliards de rands sud-africains soit environ 4 milliards de dollars US en renflouements depuis 1994, a du mal à payer ses factures après que le Trésor national ait hésité à lui fournir plus de financement. Ses finances ont récemment été à nouveau frappées par une grève des employés, les travailleurs réclamant des salaires plus élevés et protestant contre les suppressions d'emplois prévues.

A RETENIR

La loi sud-africaine sur les sociétés permet aux entreprises en difficulté financière de déposer une demande de sauvetage d'entreprise. Si elle est accordée, SAA sera protégée contre la liquidation et les poursuites judiciaires, ce qui lui permettra de poursuivre ses activités. La décision de sauvetage commercial de la compagnie aérienne est donc considérée par les experts de l'industrie comme un mécanisme optimal qui peut ainsi restaurer la confiance dans SAA.

ALGÉRIE

Apicorp finance la première acquisition à l'étranger de Sonatrach

L'Arab Petroleum Investments Corporation (Apicorp), une banque multilatérale de développement, a convenu de deux facilités de prêt d'une valeur combinée de 250 millions de dollars US avec Sonatrach Petroleum Investment Corporation, une filiale de Sonatrach, la compagnie pétrolière nationale algérienne qui détient environ 80% de la production totale des hydrocarbures en Algérie, et qui dispose d'environ 12,2 milliards de barils de réserves de pétrole.

Le premier prêt de 100 millions de dollars US servira à financer la maintenance du complexe Sonatrach Raffineria Italiana en Sicile, acquis auprès d'Exxon Mobil en 2018 par Sonatrach. Le deuxième prêt, une lettre de crédit syndiquée de 150 millions de dollars US, est quant à lui destiné à l'achat de Saudi Aramco Crude Oil, par Sonatrach Raffineria. Selon Apicorp, la banque s'efforce de fournir des solutions qui stimulent l'innovation et renforcent la durabilité du secteur pétrolier et gazier.

A RETENIR

Sonatrach Raffineria, la première acquisition à l'étranger de Sonatrach est un complexe de raffinerie intégré qui a accès aux principales routes maritimes mondiales à travers la mer Méditerranée. La raffinerie a une capacité de 200 000 barils de pétrole brut par jour et produit une large gamme de produits en aval, notamment de l'essence, des distillats, du mazout, des lubrifiants, des asphaltes et des produits chimiques. L'investissement stratégique de Sonatrach Petroleum Investment Corporation dans le raffinage international par le biais de Raffineria Italiana fait partie de ses efforts pour diversifier les actifs énergétiques du pays et garantir un approvisionnement fiable en pétrole brut.

DECEMBRE 2019

AFRICA BULLETIN



CAMEROUN

L'oléoduc Tchad-Cameroun, un projet rentable pour le pays

Lancé en 2003, l'oléoduc qui achemine le pétrole tchadien par pipeline via le Cameroun génère de nouveau des revenus pour le pays. Des recettes en hausse par rapport à 2018, tirées notamment par l'amélioration des volumes expédiés à travers le port de Kribi en 2019. Globalement, depuis sa mise en service, l'oléoduc transportant le pétrole tchadien a contribué à la création d'emplois et à la dynamisation de l'économie du Cameroun. En effet, selon les chiffres de la société nationale des hydrocarbures, près de 2000 entreprises camerounaises ont bénéficié de divers contrats de prestation de services dans le cadre de ce projet d'oléoduc, pour un montant avoisinant 460 millions de dollars US. Ces entreprises apportant leurs expertises dans des domaines variés tels que la réalisation des travaux topographiques, le transport routier des tuyaux, le défrichage de l'emprise foncière du projet, le contrôle non destructif des soudures, la réalisation de pépinières d'essences forestières, les prestations sanitaires, la fourniture de matériel et d'équipement de bureau, ou encore la fourniture de denrées alimentaires entre autres.

A RETENIR

La mise en place de ce type d'infrastructure a notamment permis de stimuler la recherche pétrolière. L'oléoduc Tchad-Cameroun, qui relie le sud tchadien à la côte atlantique, constitue un moyen d'évacuation pour les hydrocarbures susceptibles d'être découverts et extraits dans le bassin camerounais de Logone Birni, la région du Lac Tchad, ainsi que dans l'ouest de la République centrafricaine et au Niger. Le pétrole reste encore aujourd'hui le principal produit d'exportation du Cameroun et ce, malgré la baisse des prix mondiaux du baril, l'or noir représente toujours près de 40% des exportations du pays.

CÔTE D'IVOIRE

L'offre du consortium français Star, pour le métro d'Abidjan, a été approuvée

Les autorités ivoiriennes ont approuvé l'offre technique et financière soumise par un consortium regroupant les groupes français Bouygues Travaux Publics, Alstom, Colas Rail et Keolis pour la construction de la première ligne du métro d'Abidjan. Un avenant a donc été signé le 21 Décembre, à l'occasion de la visite du président français Emmanuel Macron dans la capitale ivoirienne. Le coût des travaux de construction du métro est estimé à environ 1,5 milliard de dollars US selon un communiqué de la société des transports abidjanais sur rail (Star), qui regroupe les quatre entreprises. Bouygues Travaux Publics sera ainsi chargé du pilotage du projet et du génie civil, Colas Rail des voies et de l'alimentation électrique et Alstom du matériel roulant, de la signalisation des télécommunications et des équipements du dépôt. Keolis, qui fait partie du groupe SNCF, sera alors chargé de l'exploitation et de la maintenance, et assurera la revue opérationnelle du système pendant la phase de construction. Le coût de construction du projet devant être couvert par des financements français avec un mix de prêts du Trésor et de financements privés garantis par l'État français.

A RETENIR

Cette ligne traversera la métropole ivoirienne du nord au sud sur près de 37 km, jusqu'à l'aéroport, le long d'un corridor ferroviaire existant. Le gros du chantier devrait débuter d'ici la fin de l'année 2020, la date effective de démarrage des travaux et la prise en commande du contrat étant conditionnées par la levée de deux conditions suspensives majeures : la mise à disposition par l'État ivoirien de l'ensemble des terrains et le bouclage du financement du projet en liaison avec les autorités françaises.

DECEMBRE 2019

AFRICA BULLETIN



EGYPTE

Le gardien de la concurrence égyptienne approuve l'acquisition de Careem par Uber

L'autorité égyptienne de la concurrence (ECA) a approuvé l'acquisition par Uber, pour un montant de 3,1 milliards de dollars US, de son rival régional Careem, dans des conditions destinées à maintenir la compétitivité du marché local. L'Égypte est le troisième pays à approuver cet accord après les Émirats Arabes Unis et la Jordanie. Cette approbation est une grande victoire pour Uber et Careem, car l'autorité égyptienne a été dur à convaincre. Careem deviendra une filiale d'Uber à 100%, mais continuera à fonctionner comme une marque indépendante avec une gestion indépendante.

Dans le cadre d'une série d'engagements, Uber et Careem ont convenu de respecter un plafond imposé par la CEA s'ils ont l'intention d'augmenter leurs tarifs, et de plafonner le prix majorée à 2,5 fois le prix normal, et à n'appliquer cette majoration qu'à un maximum de 30% des voyages totaux annuels. En outre, les deux parties doivent abandonner leurs accords d'exclusivité avec des partenaires égyptiens afin de réduire les obstacles à l'entrée sur le marché de nouveaux concurrents. La CEA a également demandé à Careem d'ajuster son matériel de marketing et son logo, afin de refléter son association avec Uber, et ainsi réduire la confusion chez les consommateurs.

A RETENIR

Avec l'acquisition de Careem, Uber pourra étendre sa présence au Moyen-Orient, la population égyptienne devant atteindre 100 millions d'habitants prochainement. Les deux plates-formes s'appuieront sur leurs forces respectives, permettant aux entités d'élargir la variété et la fiabilité de leur offre de services. Cette acquisition offrira également des opportunités économiques en raison de la croissance des voyages et des gains prévisibles au profit des conducteurs.

GUINÉE

Le pays lance un site internet pour améliorer la transparence du partage des données

La Guinée a créé une page de synthèse des données nationales (National Summary Data Page, NSDP), un portail en ligne pour faciliter le partage de données macroéconomiques et financières à l'intention des parties intéressées, mettant ainsi en œuvre les recommandations du Fonds Monétaire International (FMI) à travers la version améliorée du système général de diffusion des données (SGDD-a). En mai 2015, le SGDD-a a été approuvé par le conseil d'administration du FMI afin d'améliorer la transparence des statistiques et les gouvernances nationales grâce à la publication d'informations essentielles à l'analyse des conditions macroéconomiques. Ce système permet notamment d'établir une feuille de route claire afin d'améliorer les normes de diffusion des données à un rythme compatible avec l'évolution des capacités statistiques. Le NSDP guinéen est actuellement hébergé par la Banque Africaine de Développement via sa plateforme de données ouvertes. Les données disponibles sur la page comprennent des statistiques publiées par des producteurs de données officiels, notamment la banque centrale de Guinée, l'Institut national de statistiques, le ministère de l'économie et des finances et le ministère du budget.

A RETENIR

Le fait de rendre ces informations facilement accessibles permettra aux utilisateurs d'avoir accès à des données récentes, ce qui apportera une plus grande transparence et une meilleure utilisation de l'information. Selon le FMI, la publication de données macroéconomiques essentielles, par le biais du NSDP, fournira aux décideurs nationaux, aux agences de notation, ainsi qu'aux investisseurs, un accès facile et fiable aux informations essentielles au suivi des performances politiques et économiques du pays.

DECEMBRE 2019

AFRICA BULLETIN



KENYA

Une vague de fusion frappe le secteur bancaire

Le secteur bancaire kenyan a enregistré plusieurs fusions et acquisitions au cours de l'année 2019, et d'autres sont prévues au cours des deux prochaines années. La Transnational Bank du Kenya, a ainsi été acquise par le plus grand prêteur du Nigéria, Access Bank. La Mayfair Bank, déficitaire, est vendue à une banque égyptienne de premier plan, la Commercial International Bank, deux ans et demi seulement après le début de ses activités. La Spire Bank recherche également un investisseur stratégique, tout comme la Jamii Bora Bank et la Consolidated Bank. De rares fusions ont également été enregistrées dans la tranche supérieure du secteur bancaire du pays. La plus grande banque kenyane par actifs, KCB Group, a acquis cette année la National Bank of Kenya, alors que la Commercial Bank of Africa et la NIC Bank ont conclu une fusion, créant ainsi la troisième banque du pays en termes d'actifs.

A RETENIR

Avec plus de 40 banques sur le marché, les analystes du secteur ont reconnu que le secteur était trop éclaté, les cinq premières banques représentant seulement 46% des actifs du secteur. Les changements réglementaires, tels que le plafonnement des taux d'intérêt et des exigences de capital plus strictes, mettent les petits prêteurs sous pression et invitent leurs grands homologues à prendre le contrôle. Selon le gouverneur de la banque centrale du Kenya, tout semble indiquer une consolidation du marché autour des prêteurs de niveau intermédiaire et inférieur, alors que les fusions et acquisitions sont des stratégies que les directeurs de banque adoptent pour accroître leur rentabilité et leur positionnement sur le marché.

MADAGASCAR

Un projet solaire de 50MW pour illuminer le pays

Le groupe Filatex, un promoteur immobilier basé à Antananarivo, finalise la réalisation de centrales solaires dans quatre villes de l'île, ce qui aura pour effet d'améliorer l'accès à l'électricité dans le pays de 26 millions d'habitants.

Selon un communiqué de la société, les centrales auront une capacité combinée de 50 mégawatts et le projet est une co-entreprise avec le canadien DERA Energy. L'entreprise, qui emploie 15 000 personnes, principalement dans les secteurs de l'immobilier et de l'hôtellerie, prévoit d'installer 50 mégawatts de panneaux solaires supplémentaires d'ici fin 2020. Les panneaux solaires seront fournis par Canadian Solar Inc.

Madagascar est classé à la 186ème position sur les 190 pays du classement en termes d'accès à l'électricité, selon le rapport Doing Business 2019 du groupe Banque Mondiale.

A RETENIR

Avec une moyenne de près de 2 800 heures d'ensoleillement par an, Madagascar a un fort potentiel pour bénéficier de l'énergie solaire. Actuellement, seulement 15% de la population a accès à l'électricité et la capacité de production totale sur l'île, est d'environ 500 mégawatts. Les centrales solaires qui ont été mises en service fin décembre dans quatre villes du pays, Antsiranana, Mahajanga, Toamasina et Toliara, fourniront de l'électricité à plus d'un million de personnes. Le projet devrait en outre réduire les coûts d'électricité dans les secteurs miniers et agricole, deux des principaux secteurs économiques du pays.

DECEMBRE 2019

AFRICA BULLETIN



MAROC

Le « crowdfunding » bientôt autorisé et encadré

Le cadre juridique tant attendu pour régler la méthode de financement participatif (Crowdfunding) arrive au Maroc. Un projet de loi sur ce type de financement, qui a été élaboré et devait être adopté en 2018 conformément à la note de présentation de la loi de finances de 2018 émise par le ministère de l'économie et des finances, est en cours d'examen par les députés dans le but de fournir un cadre. Ce nouveau mode de financement doit être ouvert aux épargnants modestes et connectés.

Les opérations de financement participatif couvertes sont basées sur la dette, les capitaux propres ou les dons. Le projet de loi prévoit également des plateformes de financement participatif dédiées à la mise en œuvre de transactions de financement conformes à la charia. Toutes les sociétés de financement participatif seront dûment autorisées et contrôlées, soit par la banque centrale marocaine, Bank Al Maghrib, lors de l'exécution de transactions de financement participatif par endettement ou par don, ou par l'autorité marocaine des marchés de capitaux, lors de l'exploitation du financement participatif par actions.

A RETENIR

Les experts financiers ont reconnu la montée du financement participatif au Maroc, qui a connu une évolution significative avec plus de 70 projets d'une valeur de plus de 208 000 dollars US, ayant été financés par ce moyen. En outre, les objectifs de la mise en place d'un cadre juridique soutiennent cette méthode de financement, y compris la mobilisation de nouvelles sources de financement pour les petites et moyennes entreprises et les jeunes avec des projets innovants ainsi que le financement de projets à fort impact social.

NIGERIA

Le Pays prend des mesures pour augmenter la production de GNL de plus de 30%

Le Nigeria a récemment signé un accord majeur d'expansion de gaz qui devrait augmenter sa production de gaz naturel liquéfié (GNL) de près de 35%. La décision finale d'investissement de l'unité « Train 7 » de l'usine de Bonny Island a été signée par les sociétés nationales nigérianes, Nigeria Liquefied Natural Gas (NLNG), et Nigerian National Petroleum Corporation, ainsi qu'Eni, Total et Royal Dutch Shell, à Abuja. Le nouveau train devrait ainsi augmenter la capacité de production de 35%, soit 30 millions de tonnes par an, a déclaré NLNG dans un communiqué.

En décembre 2019, NLNG a signé des accords d'approvisionnement pour 20 ans avec Shell, Eni et la compagnie pétrolière nigériane, Oando. Le négociant en matières premières Vitol a également signé un accord de 10 ans avec NLNG au début du mois pour acheter 500 000 tonnes de GNL par an.

A RETENIR

Le pays ouest-africain est riche en pétrole et en gaz, mais a du mal à augmenter sa production en ressources. Sa baisse de production de GNL l'an dernier l'a propulsé au cinquième rang mondial des producteurs, les États-Unis se plaçant au quatrième rang. Malgré une nouvelle loi du gouvernement augmentant la possibilité de production de pétrole en eau profonde, l'accord sur le GNL signifie une confiance renouvelée dans la collaboration indispensable avec les grandes compagnies pétrolières, dont Total, Chevron et ExxonMobil, qui tentent de réduire certains actifs nigériens. Le projet devrait générer 20 milliards de dollars US de revenus nets pour le gouvernement, et créer près de 10 000 emplois directs.

DECEMBRE 2019

AFRICA BULLETIN



SÉNÉGAL

Barrick va céder une partie de ses activités sénégalaises pour 430 millions de dollars US

Le géant canadien des mines d'or, et leader mondial sur son secteur, Barrick Gold Corporation, et son partenaire sénégalais (la Compagnie sénégalaise de transports transatlantiques Afrique de l'Ouest, CSTT-AO) ont trouvé un accord pour vendre 90% de leur parts dans le projet sénégalais de Massawa, à un autre canadien, le groupe Teranga Gold Corporation, pour un montant estimé à 430 millions de dollars US.

Aux termes de cette transaction, prévue pour le premier trimestre 2020, Barrick et son partenaire recevront 300 millions de dollars US en liquidités, et environ 20,7 millions d'actions de Teranga Gold, évaluées à 3,85 dollars US par action, soit un total d'environ 80 millions de dollars US. Teranga Gold sera également récipiendaires d'un paiement pouvant atteindre 50 millions de dollars US. Ce paiement sera basé sur le prix moyen de l'or pour la période de trois ans suivant la clôture de l'opération.

A RETENIR

L'accord avec Teranga Gold devrait permettre de réaliser la pleine valeur du gisement de Massawa, et de créer une nouvelle société d'exploitation aurifère ouest-africaine d'envergure avec une importante participation africaine. L'économie du Sénégal reste tributaire de ces activités minières, même si la construction, le tourisme, la pêche et l'agriculture, restent des sources d'emploi importantes. Parmi les principales industries d'exportation du pays, on compte notamment l'extraction de phosphate, et d'or. Le projet du gisement de Massawa est donc un enjeu important pour le développement économique du pays.

DECEMBRE 2019

AFRICA BULLETIN



SOURCES

<https://www.hydropower-dams.com>

<https://www.hydrocarbonengineering.com>

<https://www.reuters.com>

<https://www.busiweek.com>

<http://www.xinhuanet.com>

<https://www.theeastafrican.co.ke>

<https://www.moroccoworldnews.com>

<https://www.voanews.com>

<https://www.tanzaniainvest.com>

<https://constructionreviewonline.com>

<https://www.southafricavisa.com>

<https://www.moneyweb.co.za>

<https://www.tanzaniainvest.com>

<https://www.nation.co.ke>

<http://www.afpforum.com>

<https://www.jeuneafrique.com>

<https://www.lemonde.fr/afrique>

<https://www.afrique.latribune.fr>

<https://www.africaintelligence.com>

<http://www.theafricareport.com>

<http://www.leseco.ma/>

<https://www.guineenews.org>

<http://www.rfi.fr/afrique>

<https://www.reuters.com>

BRÈVES - Afrique de l'Est et Océan Indien du service économique de l'Ambassade de France

[Cliquez ici pour souscrire à Africa Bulletin](#)

Les informations contenues dans ce Bulletin sont accréditées auprès des sources nommées et ne représentent pas nécessairement les opinions d'ALN. Ce Bulletin n'a qu'une vocation d'information générale et non exhaustive et ALN ne pourra être tenu responsable de quelconques dommages directs ou indirects découlant de l'utilisation de ces informations.